

Service de prévention des risques et environnement industriels Saint-Denis, le

21 NOV. 2023

2 rue Juliette Dodu – CS 41009
97743 Saint-Denis Cedex 9

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AMOUNY Prosper Jean Eric

69, Route de Cambaie
97460 Saint-Paul

Références : SPREI/UTSW/NL/0007102509/2023- 1636
Code AIOT : 0007102509

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 du site exploité par monsieur AMOUNY Prosper Jean Eric, implanté sur une partie de la parcelle cadastrale HN 289 sise, 69 route de Cambaie à Saint-Paul (97460). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'installation sont les suivantes :

- AMOUNY Prosper Jean Eric
- 69, Route de Cambaie 97460 Saint-Paul
- Code AIOT : 0007102509
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Monsieur AMOUNY Jean Eric exploite illégalement une installation d'entreposage, dépollution, et démontage de véhicules terrestres hors d'usage (des poids lourds) sur une partie de la parcelle HN289 sise, 69 route de Cambaie sur le territoire de la commune de Saint-Paul. Le 4 novembre 2020, il est mis en demeure de régulariser la situation administrative de cette installation par arrêté préfectoral n° 2020-3197/SG/DRECV, soit en déposant auprès des services préfectoraux une demande d'enregistrement au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées, soit en cessant définitivement ses activités.

Le but de la visite d'inspection est de constater les suites données par monsieur AMOUNY à cette mise en demeure.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative de l'installation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative au titre de la rubrique 2712	Arrêté Préfectoral n° 2020-3197/SG/DRECV du 04/11/2020, article 1, alinéa 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Monsieur AMOUNY a satisfait le premier alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2020-3197/SG/DRECV du 4 novembre 2020, lui ordonnant la régularisation de ses activités, d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage sur la parcelle cadastrale HN 289 à Cambaie, sur le territoire de la commune de Saint-Paul, en procédant à leur mise à l'arrêt. Le site est désormais occupé par une installation de transit et traitement de matériaux et déchets non dangereux inertes régulièrement autorisée au titre du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre de la rubrique 2712

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral n° 2020-3197/SG/DRECV du 04/11/2020, article 1, alinéa 1
Thème(s) : Lutte contre les sites illégaux, Situation administrative, Régularisation des activités
Prescription contrôlée : Monsieur AMOUNY Jean Eric, ci-après dénommé l'exploitant, est mis en demeure de régulariser la situation administrative de son installation d'entreposage, dépollution et démontage de véhicules terrestres hors d'usage, implantée sur une partie de la parcelle cadastrée HN289 sise, 69 route de Cambaie sur le territoire de la commune de Saint-Paul (97460).
Constats : Monsieur AMOUNY a cessé ses activités. Le site est désormais occupé par la société VALORUN pour ses activités classées de transit et traitement de matériaux et de déchets non dangereux inertes, autorisées par arrêté préfectoral n° 2020-2370/SG/DRECV modifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

